

# Chine : défi social et écologique

**Dominique Bari**

*Journaliste*

## **Nouvelles perspectives après les grandes grèves de 2010**

La Chine devenue un acteur majeur de la globalisation libérale est à un véritable tournant de son développement. La restructuration de son économie a profondément transformé la nature des relations de travail de l'époque maoïste. Depuis les années 1980-1990, les conflits sociaux se multiplient. Les grèves de 2010 notamment chez Honda et Foxconn s'inscrivent dans un contexte nouveau mettant en avant une mobilisation ouvrière plus forte, plus consciente, plus collective. Est-ce le signal d'une nouvelle ère dans le mouvement ouvrier chinois ? Ce fut l'un des thèmes majeurs de la conférence qui s'est tenue à Vienne (les 22, 23 et 24 septembre 2011) initiée par Transform ! sous l'intitulé : « Lutttes des travailleurs d'Est en Ouest : nouveaux points de vue sur les conflits du travail dans la Chine mondialisée ».

Durant ces journées, les participants d'horizons très différents, chercheurs chinois des universités de Pékin, de Hong Kong, des centres de recherche de Chine et des sinologues européens, américains et australiens, syndicalistes, militants d'ONG ont échangé leurs expériences donnant lieu à des débats riches nourris par des approches souvent bien différentes. Un constat quasi unanime toutefois : les conflits ont pointé du doigt l'incapacité des syndicats officiels chinois (ACFTU) à jouer leur rôle dans la défense des intérêts du monde du travail.

D'autres formes d'organisations apparaissent. Les lignes ont bougé. Depuis la mise en place de la « loi sur le contrat de travail » en janvier 2008,

quoiqu'encore partiellement appliquée, la prise de conscience à l'égard d'une revendication collective s'est accrue, notaient Wang Kan (de l'Institut chinois des relations industrielles) et Mary Callagher (l'université du Michigan). Sur le terrain peuvent se mêler deux sortes de mouvements : ceux épaulés par les syndicats institutionnels et ceux issus des actions spontanées. « Les revendications ouvrières ont provoqué la question cruciale de la transformation de l'ACFTU » soulignait Chang Kai, de l'université du peuple de Pékin, spécialiste du droit du travail chinois et conseiller des grévistes lors du conflit chez Honda. Mettant en évidence l'émergence d'une nouvelle conscience de classe. « Les syndicats doivent changer de nature et développer une véritable capacité de représentation des salariés. C'est une question cruciale dont dépendra l'avenir du mouvement social en Chine », résume-t-il, insistant sur la nécessité d'un nouveau modèle de distribution en faveur des travailleurs.

Les situations sont différentes selon les provinces, les entreprises, comme l'ont montré de nombreuses enquêtes menées par les chercheurs dans différentes entreprises grévistes après la vague de conflits sociaux de plusieurs semaines qui avaient eu lieu dans la province du Guangdong dans les usines de la firme japonaise. Elle devait paralyser la production de Honda sur toutes ses chaînes implantées en Chine. Une étude menée par Cao Xuebing (de l'université de Keele) et Roger Seifert (de l'université de Wolverhampton) sur ces grèves chez Honda (entre mai et juillet 2010) met en avant la mobilisation des travailleurs et la résolution des conflits par la négociation collective. Événements encore rares dans la Chine contemporaine. Pun Ngai (de l'université de Pékin et de Polytechnique de Hong Kong), qui dirige le Centre de recherche sur le travail social, souligne l'importance de la coopération des étudiants des lycées technologiques et professionnels avec les grévistes. Elle rapporte des exemples de réussite comme la SACOM (étudiants et universitaires contre la société Misbehav-IOR).

Lu Huilin (université de Pékin) a dressé un tableau extrêmement sombre de la réalité des relations de travail dans le secteur du bâtiment qui représente 10 % du PIB, et qui est source d'importantes accumulations de richesses. En 2009, sur une liste de 12 milliardaires chinois, huit devaient leur fortune à la construction grâce à une exploitation particulièrement effroyable de la main d'œuvre migrante. Environ 95 millions de personnes issues dans leur immense majorité des campagnes travaillent dans ce domaine qui en Chine fait partie d'une économie informelle où les lois du travail sont souvent ignorées. Les arriérés de salaires sont une maladie chronique. La gravité de cette situation sociale vient en grande partie du fait que les travailleurs du bâtiment sont recrutés par des employeurs servant d'intermédiaires pour de grandes entreprises de construction.

Huang Jisu, chercheur à l'Académie des sciences sociales, coordinateur de la revue *La pensée critique internationale* et coauteur du livre *La Chine est*

*malheureuse*, estime que la classe ouvrière n'a, jusqu'à présent, jamais été au cœur de la politique en Chine et s'interroge sur une définition de la classe ouvrière chinoise aujourd'hui. Est-elle composée de ces travailleurs industriels modernes et urbains comme Marx les avait vus ? La réponse est « oui » et « non ». Ce qui, selon lui, nécessite une redéfinition plus flexible et plus ouverte, afin de correspondre aux réalités de la Chine contemporaine où une large part de la main d'œuvre industrielle est constituée de paysans-ouvriers, des *mingongs*. Il lui est difficile de dire que la Chine n'est pas gagnante dans le système capitaliste mondial actuel. Mais le modèle suivi arrive à épuisement parce que le coût social et humain est trop fort : la disparité des revenus est choquante, la société est fractionnée, et dans tout le pays couvent des incendies. Il est temps, souligne-t-il, d'imaginer un autre avenir.

Pour Tim Pringle (de l'université de Warwick) de nombreux commentateurs ont pris l'habitude de dépeindre la classe ouvrière chinoise comme des victimes de la réforme plutôt que des agents de changement. La situation n'est pas statique ; il rappelle que la mise en place de la loi sur le contrat de travail en janvier 2008 a donné lieu, lors de la conception du texte, à une vaste consultation publique qui a permis aux employeurs, aux travailleurs, aux chambres de commerce étrangères ainsi qu'à des dizaines de milliers de militants d'ONG et à de simples citoyens de s'exprimer sur la question. Cette consultation a permis aux travailleurs chinois – surtout les plus qualifiés et expérimentés du secteur privé – de rassembler une masse critique de connaissances sur le système industriel mondial et sur leurs droits juridiques. Néanmoins il reste des contraintes importantes sur le développement d'un mouvement ouvrier en Chine – notamment l'interdiction légale de la liberté d'association.

Carlos Polenus (CSI Bruxelles) appelle à élargir le champ des coopérations dans le contexte de la mondialisation et de la crise capitaliste quand s'intensifie une prise de conscience ouvrière qui implique une réponse des syndicats chinois. À la question de savoir si *Solidarnosc* pouvait être un modèle pour la Chine, la réponse est négative au regard des conditions de travail actuelles en Pologne.

Wolfgang Greif, secrétaire international du GPA-DJP (Union des employés du secteur privé et des journalistes) Autriche, incite la Chine à ratifier toutes les normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté d'association et le droit de négociation collective. Néanmoins la demande de coopération internationale est importante de la part des syndicats chinois.

« L'objectif de la conférence est aussi de fournir des éléments de connaissance et d'installer un réseau sino-européen sur les questions du travail », rappelle Josef Baum de Transform ! Autriche, interrogeant sur les formes de coopération à envisager entre les mouvements ouvriers. Ce qui a donné lieu à plusieurs interventions de syndicalistes et de militants d'ONG sur les pers-

pectives d'échanges tant au niveau des syndicats internationaux et chinois qu'entre ONG.

### Défi social et écologique

Le forum international qui s'est tenu à Pékin en novembre dernier sur « les changements climatiques et les comparatifs entre mouvements socio-écologique en Chine et en Europe », à l'initiative de la Fondation Rosa Luxembourg et du département de droit de l'université du peuple de Pékin, a mis en avant les défis qu'avait à relever Pékin en matière d'environnement. Cette conférence était une première, a relevé Lutz Pohle, responsable du bureau de la Fondation Rosa Luxembourg à Pékin, en ce sens qu'elle réunissait chercheurs et acteurs européens engagés dans les mouvements sociaux et écologistes et rassemblait, côté chinois, des universitaires, parlementaires, hauts fonctionnaires et des représentants d'ONG. La diversité de la participation chinoise a mis en avant les différentes formes d'engagements et les dynamiques de mobilisation portées par ces acteurs multiples. Ce qui éclaire d'une façon originale comment est abordée en Chine la problématique écologique à l'issue de trente années d'expansion économique. Les défis à relever sont immenses : le pays le plus peuplé de la planète en est aujourd'hui un des principaux pollueurs. « Nous produisons bon marché, le monde en profite mais nous en payons le prix », soulignait Yu Jie, responsable de l'ONG The Nature Conservancy. La situation critique a amené les autorités à revoir son modèle de croissance allant du quantitatif au qualitatif. Zhou Ke, doyen du département de Droit de l'université du peuple, note que le développement est hypothéqué par le coût de la dégradation de l'environnement de plus de 3 % du PIB. Et les problèmes environnementaux posent toujours des questions politiques et sociétales difficiles, en Chine peut-être encore davantage qu'ailleurs : les manifestations de la population liées à des scandales environnementaux sont constantes.

Le député Zhai Yong, de l'Assemblée nationale populaire, décrit comment la Chine a dû construire un cadre juridique, totalement inexistant en matière d'environnement, au rythme de la croissance industrielle de ces trois décennies. Dès 1979, le gouvernement a adopté un projet de loi sur la protection de l'environnement, concept officiellement inscrit dans la constitution en 1989. Depuis lors, le gouvernement central a publié une myriade de normes touchant à la protection environnementale, notamment des textes sur la pollution de l'air et des eaux, les déchets solides, les études d'impacts sur l'environnement, la production propre, la conservation énergétique et les énergies renouvelables. Mais, comme une partie considérable de la législation chinoise, ce système étonnamment exhaustif et moderne a les plus grandes difficultés à être mis en œuvre : les gouvernements locaux sont davantage intéressés par

la croissance économique de leur juridiction que par la protection environnementale.

Pourtant le but d'un développement économique durable au lieu d'être seulement une quête de développement au rythme très rapide est à l'ordre du jour. Pour Huan Qinzhi, professeur au département d'Études marxistes de l'université de Pékin (Beida), une « économie verte » ne s'oppose pas à « une économie rouge ». Les aspirations des mouvements sociaux environnementaux (société verte) se combinent à celles des mouvements ouvriers traditionnels (société rouge). La justice sociale et la durabilité écologique vont de pair à condition de définir le but fondamental de la croissance économique. C'est-à-dire répondre aux besoins fondamentaux des personnes, et non pas la soumettre à la loi du « profit maximum » du capital. « Dans une économie en croissance comme la Chine, explique-t-il, la croissance est simplement une condition nécessaire, et donc temporaire, dans un stade de développement à long terme qui mènera à la satisfaction des besoins de ses citoyens. La véritable menace écologique vient de la dépendance des Chinois à des seuls critères économiques. »

L'économiste Maxime Combes du mouvement Attac-France rappelle que l'échec de la conférence de Copenhague a engendré de nouvelles initiatives citoyennes dictées par l'urgence d'une justice climatique et d'une justice sociale. « La crise climatique révèle des dimensions sociales et inégalitaires autant pour ceux qui la produisent que pour ceux qui en subissent les conséquences. » Il décrit le travail de ces mouvements pour une transition énergétique nécessitant de véritables régulations internationales et des politiques publiques nationales qui, loin de se limiter à quelques ajustements ponctuels et partiels, devront créer de véritables ruptures en mesure de répondre conjointement aux enjeux climatiques/environnementaux et sociaux.

Mais, regrette le professeur Josef Baum (Transform ! Autriche), la crise économique et financière a en Europe relégué au second plan chez les politiques et dans l'opinion publique la crise climatique comme si les deux n'étaient pas liées. Il estime que pour les Chinois la crise actuelle est un défi et une opportunité qui doivent être utilisés pour faire des changements fondamentaux nécessaires en vue d'établir de saines et durables structures économiques et d'économiser l'énergie fossile.

Eva Steinfeld soulève la question de la transition énergétique de la Chine. Mais elle souligne qu'elle sera difficile compte tenu de la grande dépendance du pays au charbon (70 % de sa consommation d'énergie primaire) bien que le douzième plan quinquennal qui couvre la période 2011-2015 accorde une large place à la lutte contre la pollution et au développement d'une économie verte. Il fixe notamment l'objectif de faire passer de 8 à 11,4 % la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie primaire, prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une diminution de 8 à 10 % des

émissions de ses polluants majeurs, une augmentation du couvert forestier... En 2010, 177 milliards d'euros ont été investis dans des énergies propres soit 30 % de plus que l'année précédente selon le PNUD.

De nombreux intervenants pointent la prise de conscience populaire des problèmes environnementaux dans les années 1990, période marquée par l'industrialisation galopante. Elle est relayée par des centaines d'ONG – plus de 3 200 aujourd'hui. Mais, regrette Yu Jie, « la transparence et l'ouverture des informations sont limitées ».

Wang Quandian, de l'université de l'agriculture de Canton, pointe les priorités fondamentales de changement de modèle de croissance économique, qui doit s'accompagner du développement de la participation des forces sociales. « En d'autres termes, dit-il, nous devons promouvoir la démocratie, élargir la participation du public en fonction de la primauté du droit. C'est le moyen fondamental de réaliser la socialisation de la gestion environnementale. » Il décrit comment, ces dernières années, la population a participé à diverses mobilisations pour protester contre des industriels irresponsables ou demander la fermeture de sites dangereux. À chaque fois, *Internet* a servi de relais aux protestataires. Il donne l'exemple de la ville de Xiamen, dans la province du Fujian. Ralliés par un message SMS transmis par téléphone portable, des milliers de citoyens, majoritairement issus de la classe moyenne, sont descendus dans les rues de la ville à la fin du printemps 2007 pour dénoncer le projet de construction d'une énorme usine chimique produisant du paraxylène, un hydrocarbure aromatique utilisé dans la production de polyesters.

Si un ensemble hétérogène d'acteurs s'est structuré en Chine autour d'un discours environnemental et social commun et cohérent, il convient de souligner, rappelle Lutz Pohle, que ces engagements s'expriment dans des contextes et des étapes de développement différents de ce que nous connaissons dans les grands pays capitalistes. Au-delà de ces différences, un certain nombre de convergences ont été identifiées. ■